



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2871
11 août 2023
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Niger, Ukraine...

Les guerres de l'impérialisme ne sont pas les nôtres

Pages 6 et 7



Lors de la manifestation du 30 juillet, à Niamey.



Prix en hausse

Les salaires
à la traîne

Page 9

Hôpitaux, Sécurité sociale

Économies sur la santé
de tous

Pages 3 et 5

Leur société

- Assurance maladie: les arrêts en ligne de mire 3
- CAC 40: profits record 3
- Médias: Monopoly pour milliardaires 3
- Carburants: chauds les prix 4
- SNU: embrigadement de la jeunesse 4
- Colonies de vacances: chère évasion 4
- Urgences: surchauffe même sans canicule 5
- Prévention: consultations mirages 5
- Franchises médicales: les patients devront payer 5
- Inflation: une arme contre les travailleurs 9
- La Poste - Gironde: entrave au droit de grève 9
- Pénuries de médicaments: ce que le Sénat ne dit pas 9
- "Jour du dépassement de la Terre": c'est le capitalisme qui est dépassé! 12

Dans le monde

- Niger: coup d'État et calculs impérialistes 6
- Les sanctions frappent la population 6
- Uranium: une richesse pillée 7
- Afghanistan: brigands petits et grands 7
- Août 1945-août 2023: les leçons d'Hiroshima 7

Dans les entreprises

- Emmaüs - Saint-André-lez-Lille: plus d'un mois de grève 10
- Aéroport d'Orly: grande pagaille côté bagages 10
- CHRU de Tours: à l'hôpital Clocheville, ça craque de partout 10
- Gare de Marseille-Saint-Charles: en grève pour être payés! 11
- Port de Bordeaux: l'exploitation tue 11
- Dans nos bulletins d'entreprise 12

Il y a 110 ans

- Juin 1913, la deuxième guerre des Balkans 8

Lutte ouvrière

- Fêtes régionales de Lutte ouvrière 3
- Lutte ouvrière à votre rencontre 12
- Notre camarade Yves Thoraval 5

De l'Ukraine au Sahel: les guerres de l'impérialisme ne sont pas celles des travailleurs

Avec la possible intervention militaire d'une coalition de pays voisins du Niger, la Cedeao, contre les généraux putschistes, la guerre menace de s'intensifier au Sahel. Les classes pauvres de la région subiront les méfaits de nouvelles bandes armées tandis que les divisions ethniques ou nationales s'exacerberont davantage.

Les tensions en Afrique, comme toutes les rivalités et conflits dans le monde, sont aggravées par le climat de guerre générale que développent les dirigeants impérialistes dans le but de garantir l'hégémonie de leurs capitalistes et d'entraver le développement de leurs rivaux chinois ou russes.

Depuis dix-huit mois, la guerre oppose, en Europe, les États-Unis et la Russie avec la peau des peuples ukrainien et russe. Cette guerre, dite de haute intensité, touche des millions de personnes, détruit des villes, des réserves de céréales ou des barrages. Des soldats sont tués par dizaines de milliers. À la barbarie des tranchées, digne de 1914-18, s'ajoute la technologie meurtrière du 21^e siècle.

Cette guerre dresse de plus en plus deux camps opposés à l'échelle mondiale. Ainsi au Niger, ministres et journalistes français ont voulu voir la main de Moscou dès les premières manifestations hostiles à la France.

Comme si la population nigérienne n'avait pas toutes les raisons de rejeter la présence française! Comme si la France et ses concurrents impérialistes n'avaient pas taillé des frontières arbitraires au Sahel, exploité les habitants, pillé sans vergogne les richesses minières tout en laissant ces pays dans le sous-développement. On ne peut que partager la révolte de ce manifestant disant: « Ils exploitent notre uranium depuis des années, et nous n'avons pas d'électricité ».

Cette colère légitime est utilisée par les putschistes, mais ils ne représentent pas les intérêts des classes populaires. Elle permet à Poutine de se poser, bien à tort, en champion anti-impérialiste et d'envoyer les mercenaires de Wagner. Mais quand Macron et ses généraux invoquent la présence russe, c'est pour nous faire serrer les rangs derrière eux. Nous ne devons pas marcher.

En agitant la menace russe, en encourageant les pays de la Cedeao à intervenir, les dirigeants impérialistes veulent obliger les pays voisins à prendre position et à se ranger derrière eux. Ils

exercent les mêmes pressions sur tous les pays du monde face à la Chine ou la Russie.

Les dirigeants des grandes puissances invoquent la liberté et la défense de la démocratie mais ils préparent une guerre plus vaste.

Ils la préparent techniquement en testant à grande échelle leur arsenal meurtrier et en inventant de nouveaux engins sans regarder à la dépense. Ils augmentent partout les budgets militaires pour le bonheur des Dassault, Thales et autres industriels dont les profits explosent. Ainsi, un marchand d'armes allemand s'est-il réjoui que « le bouleversement de l'ordre

sécuritaire mondial » ouvrirait « une situation porteuse de grandes opportunités »!

Avant même que la guerre ne se généralise, les classes populaires de toute la planète en supportent le coût. À cause des circuits commerciaux bouleversés par les combats ou les embargos, la spéculation fait rage, provoquant la flambée des prix quand ce ne sont pas des pénuries et des famines. Les milliards coulent à flots pour les missiles et les avions de guerre, mais les hôpitaux ferment des lits par milliers et les quartiers populaires sont laissés à l'abandon.

Les travailleurs n'ont pas à se laisser sacrifier pour les profits des capitalistes. À l'inverse, il serait légitime que les profits volés par les marchands d'armes soient réquisitionnés pour financer tous les besoins de la population!

Pour mener leur guerre de haute intensité, les généraux et les chefs d'État n'ont pas seulement besoin de drones ou de chars. Il leur faut des soldats prêts à mourir. Ces soldats seront recrutés parmi la jeunesse des classes populaires, qu'ils commencent à embrigader avec le SNU.

Dans les pays impérialistes, tous les moyens seront bons pour nous faire serrer les rangs derrière l'appareil d'État et nous apprendre à marcher au pas. Les gouvernants prétendront qu'il faut défendre « nos intérêts » ou « nos valeurs ». Mais les travailleurs et les capitalistes n'ont ni les mêmes intérêts ni les mêmes valeurs!

En Afrique et dans les pays dominés par les grandes puissances, des politiciens ou des généraux joueront les anti-impérialistes pour accéder ou se maintenir au pouvoir.

Dans tous les pays, les travailleurs et les classes pauvres doivent refuser de marcher derrière leurs exploiters.



Lors de la manifestation du 30 juillet, à Niamey.

Assurance maladie : les arrêts en ligne de mire

Le gouvernement, aidé de l'Assurance maladie, prescrit pour le budget de la Sécurité sociale 2024 des économies de 1,3 milliard d'euros, dont une partie viendrait de la baisse des prescriptions d'arrêt de travail. Une part de ces arrêts est taxée par l'Assurance maladie d'arrêts de complaisance.

Elle avance l'augmentation du montant des indemnités journalières de 8,2 % sur un an, sans dire que si ce montant augmente, c'est que le nombre de personnes salariées augmente, que le smic a augmenté, et que la santé des travailleurs se dégrade. D'ailleurs, combien de travailleurs ne s'arrêtent pas, même malades, pour ne pas perdre de salaire, pour éviter les reproches des chefs, pour finir une période d'essai ?

En 2016, une étude a montré que les salariés venaient travailler un jour de maladie sur quatre.

Du point de vue des salariés, ne pas travailler quand on est malade est normal. Cela n'arrête pas le gouvernement ni Thomas Fatôme, ex-membre du cabinet d'Édouard Philippe et artisan de la réforme des retraites, qui est aux commandes de l'Assurance maladie. Sa politique met sous pression les médecins

généralistes recensés à partir d'une base de données qui cartographie le nombre de prescriptions qu'ils font. Ils sont sanctionnables s'ils prescrivent un nombre de jours d'arrêt trop élevé.

Un tiers des généralistes sont visés : 1 000 médecins ont été mis « sous objectif », avec des résultats attendus à la baisse sous six mois. 5 000 ont été contactés pour des « entretiens d'alerte », 15 000 ont des rendez-vous fixés en septembre. L'Assurance maladie ne tient pas compte du fait que certains exercent dans des quartiers populaires et ont comme patients des travailleurs dont la santé est affectée par une exploitation très dure.

À travers cette campagne contre les arrêts maladie, le gouvernement et l'Assurance maladie mènent la guerre aux travailleurs accusés d'être des

tire-au-flanc, alors que ce sont eux qui financent la Sécurité sociale, précisément pour pouvoir bénéficier en retour de ses prestations.

Cécile Seyrig

CAC 40 : profits record

Les actionnaires du CAC 40 ont de quoi se frotter les mains. Les 38 plus grandes entreprises françaises viennent de publier leurs résultats pour le premier semestre 2023. La somme de leurs bénéfices net s'élève à plus de 80 milliards d'euros, en hausse de 7 % par rapport au premier semestre 2022.



Les profits du CAC 40 ont totalisé, en 2022, 160 milliards d'euros, un record historique. Cette année, ils pourraient battre de nouveaux records. Sur les six premiers mois, le constructeur automobile Stellantis cumule déjà 11 milliards (+37 %), suivi par TotalEnergies avec 9 milliards, et LVMH, le groupe de luxe possédé par Bernard Arnault, qui rafle 8,5 milliards. Les banques ne sont pas en reste : les profits cumulés de BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et AXA atteignent 16 milliards.

Pourtant, alors que les profits s'envolent, le chiffre d'affaires cumulé des entreprises du CAC 40 stagne. Un économiste cité par le journal *Les Echos* relève que « les ventes en volume sont stables voire en recul ».

D'où vient alors cette pluie d'argent ? Les bénéfices augmentent parce que les capitalistes aggravent l'exploitation. Suppressions d'emplois, cadences infernales, voilà ce qui se cache derrière ces profits insolents. Selon le magazine *Challenges*, en quatre ans, les entreprises du CAC 40 ont supprimé 16 000 emplois

en France. En 2023, BNP Paribas prévoit d'en supprimer 900. Quant au groupe pharmaceutique Sanofi, qui affiche un bénéfice semestriel de 3,5 milliards, il va détruire 135 emplois sur les sites de Sisteron et d'Aramon, et menace d'en supprimer 800 en Inde. La fortune des actionnaires est ainsi le résultat d'une guerre permanente faite à la classe ouvrière.

Les profits sont aussi dopés par la hausse des prix à la consommation. En effet, les entreprises ne perdent pas de temps pour répercuter sur les consommateurs la hausse des prix des matières premières. En revanche, quand les cours du pétrole ou du blé se mettent à baisser, cela ne se voit pas, ou avec beaucoup de retard, à la pompe à essence ou à la caisse du supermarché ! Comme le note un journaliste des *Echos*, « au premier trimestre, les entreprises ont continué à profiter de la décrue du prix des matières premières », autrement dit, ils n'ont pas baissé leurs prix de vente d'autant. Quant aux salaires, ils restent au plancher.

Mathieu Servan

Médias : Monopoly pour milliardaires

Malgré une grève de quarante jours, entraînant la non-parution de cinq numéros du JDD (Journal du dimanche), le milliardaire Bolloré a imposé à la tête de cet hebdomadaire un directeur de la rédaction d'extrême droite.

Les protestations d'une bonne part du monde politique, les demandes d'une loi limitant le pouvoir des actionnaires sur la ligne éditoriale des médias qu'ils achètent n'ont pas empêché le très droitier et très bigot Bolloré de faire valoir les droits que lui confèrent sa fortune et sa propriété privée. Tout comme il avait imposé sa volonté quand il avait mis la main sur Canal+ et CNews en 2015, et progressivement éjecté les journalistes qui ne voulaient pas se conformer à ses idées réactionnaires.

Heureusement pour eux, les journalistes bénéficient d'une clause de conscience. Elle leur permet, en cas de changement de la ligne éditoriale du média qui les emploie, d'en partir de leur

propre initiative et de bénéficier quand même d'une indemnité équivalente à celle d'un licenciement, et ensuite de percevoir les indemnités de chômage. En revanche, la loi n'accorde pas une telle clause de conscience à tous les autres travailleurs des médias – techniciens, secrétaires, imprimeurs, etc. – qui sont pourtant indispensables à leur existence. Les institutions ne prennent pas leurs opinions en considération et la loi les oblige à obéir à leur patron sans rien dire, comme tous les autres travailleurs.

Dans la galaxie des milliardaires français influents dans les médias, Patrick Drahi, propriétaire d'Altice, est en difficulté. Les dettes de son groupe et les déboires

judiciaires de son bras droit le mettent aux abois, si bien qu'une rumeur dit qu'il pourrait être obligé de se séparer des médias BFMTV et RMC pour garder l'opérateur téléphonique SFR. Deux requins se sont donc mis à tourner autour de cette proie possible : les milliardaires Xavier Niel, qui détient déjà *Le Monde*, et Rodolphe Saadé qui a récemment mis la main sur *La Tribune*, en plus de *La Provence* et de *Corse Matin*. Saadé, qui a construit sa fortune en tant qu'armateur de la CMA-CGM, envisagerait de lancer un journal du week-end visant le lectorat du JDD déçu de sa reprise par Bolloré.

En régime capitaliste, la liberté de la presse est ainsi le plus souvent la liberté des capitalistes de posséder celle-ci pour tenter de fabriquer l'opinion selon leur intérêt et leurs idées.

Aline Urbain

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Montbéliard

Samedi 16 septembre à partir de 16 h
La Roselière
Place du Champ de foire



Lyon

Samedi 23 septembre à partir de 17 h
Dimanche 25 septembre de 11 h 30 à 19 h
à Saint-Priest
Espace Mosaïque

Débat avec Nathalie Arthaud

Lille

Samedi 30 septembre de 15 h à minuit
à Villeneuve-d'Ascq
Espace Concorde
Cousinerie
rue Carpeaux

Débat avec Nathalie Arthaud

Carburants : chauds les prix

Au milieu de l'été, au moment des grands départs en vacance, le prix des carburants a bondi, frappant durement ceux qui dépendent de leur voiture pour changer d'air ou se rendre au travail.

En léger repli au printemps, les prix à la pompe sont allègrement repartis à la hausse. Le litre de super SP95-E10 a pris 2,8 centimes en moyenne, lors de la semaine à cheval entre juillet et août. Depuis le 1^{er} juillet sa hausse se chiffre à 11 centimes le litre. C'est pire pour le litre de gazole qui a augmenté de 6,7 centimes en une semaine et de 14 centimes depuis début juillet.

Aujourd'hui, il faut compter en moyenne 1,81 euro pour un litre de gazole et 1,90 euro pour du

super. Sur autoroute, les distributeurs affichent des prix autour de 2,10 euros !

Des commentateurs, prompts à justifier la résignation aux automobilistes ainsi rackettés, accusent l'Arabie saoudite qui a annoncé réduire sa production de pétrole. Ils appuient leur propos sur l'augmentation du cours du baril de 75 dollars fin juin à 86 dollars un mois plus tard.

Mais pourquoi une cargaison de pétrole qui a quitté la péninsule arabique il y a trois mois, quand le baril coûtait 10 dollars de

moins qu'aujourd'hui, est-elle vendue raffinée dans les stations à un prix majoré par la spéculation des derniers jours ? La raison est que la production et la distribution des carburants sont aux mains d'une poignée d'entreprises géantes qui profitent au maximum de leur monopole. Une cargaison de pétrole peut être vendue et revendue des dizaines de fois, et voir ainsi son prix grimper, durant les semaines de voyage entre la zone d'extraction et celle du raffinage et de la distribution.

Il est dans l'intérêt des géants comme TotalEnergies, qui malgré ses 19 milliards de profits l'an dernier paye très peu d'impôts sur



les bénéfiques en France, de répercuter bien plus vite la spéculation à la hausse – dans laquelle ils jouent un rôle – qu'une éventuelle baisse des prix.

La spéculation, et la dé-

sorganisation qu'elle provoque dans l'économie mondiale, ne s'arrêtent jamais, le racket des pétroliers non plus. Du moins tant qu'ils ne seront pas expropriés...

Lucien Déroit

Colonies de vacances : chère évasion



Malgré les aides, envoyer ses enfants en colonie de vacances cadre de moins en moins avec les budgets des familles populaires, laissant en plan 4,4 millions d'enfants qui ne partent ni en « colo » ni avec leurs parents.

La seule ressource pour les autres est alors un centre de loisirs, quand ils ne restent pas carrément bloqués sur le parking en bas de leur cité ou dans le coin de campagne où ils vivent toute l'année.

Sans les idéaliser, les colonies de vacances ont permis à des générations d'enfants de milieu populaire non seulement de respirer le « bon air », mais aussi de jouer, de se faire des copains et de passer du bon temps en dehors de la famille et des contraintes scolaires. Si elle est parfois considérée comme ringarde, la « colo » reste aujourd'hui appréciée comme un moment d'évasion, d'apprentissage de la vie collective, plus proche

de la nature, avec des jeunes qui aiment encadrer les enfants en suscitant leur curiosité et leur initiative.

L'an dernier, près de 50 000 Bafa, brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur, ont été délivrés, malgré un coût de plusieurs centaines d'euros et, ensuite, une rémunération dérisoire. 1 250 000 enfants ont séjourné dans un lieu de vacances collectif, un chiffre en baisse de 350 000 par rapport à il y a dix ans, mais du même ordre qu'il y a un demi-siècle. Ce qui a changé, c'est que les milieux populaires peuvent de moins en moins y avoir accès, et ne sont même plus dans la cible d'une partie des organismes qui cherchent à faire

des colonies de vacances une affaire rentable, en les intégrant dans le marché du tourisme. Une enquête de 2018 indique que 28 % des enfants dont les parents gagnent 6 000 euros par mois partent en colonie de vacances, contre seulement 10 à 12 % des enfants dont les parents touchent moins de 3 000 euros. Les séjours proposés qui étaient souvent d'un mois et plus sont raccourcis à une semaine, pour un prix qui tourne souvent autour de 500 ou 600 euros hors voyage et dépasse couramment 1 000 euros, sans parler des « séjours de prestige » ou « d'exception » à 4 000 euros.

Nombre de communes – mais pas toutes – soumises aux restrictions financières de l'État, font le choix de vendre les locaux et les terrains à la campagne ou en bord de mer qui avaient accueilli les enfants sans grande participation financière des parents depuis parfois un siècle. Quant à l'État, c'est une question dont il se détourne plus que jamais. Cela n'empêche pas les discours qui feignent de se préoccuper de l'épanouissement des jeunes générations, désormais concurrencés par ceux qui voient les enfants des classes populaires comme des délinquants en puissance.

Jean Sanday

SNU : embrigadement de la jeunesse

Dans une récente interview sur France info, la secrétaire d'État Prisca Thévenot, chargée de la Jeunesse et du Service national universel (SNU), s'est étendue sur l'avenir radieux qui, à ses yeux, attendrait les jeunes au travers de ce service que le gouvernement souhaite généraliser.

À en croire la secrétaire d'État, le SNU serait une grande colonie où les jeunes apprendraient à vivre ensemble autour de projets sportifs ou culturels. Cette vision de conte de fée cache le véritable objectif du gouvernement, celui de préparer les esprits de la jeunesse à l'idée d'une guerre, à laquelle il est visiblement prêt, comme ses prédécesseurs l'ont fait lors des deux premières guerres mondiales, et comme ils ont continué à le faire dans toutes les guerres successives.

Apprendre aux jeunes à marcher au pas, à obéir aux ordres, à saluer le drapeau français, fait partie de cet embrigadement nécessaire pour pouvoir les transformer plus tard en chair à canon. Il en fut toujours ainsi dans le passé, comme à l'époque de Jules Ferry et de son école de la République,

dont l'objectif était de transformer les enfants – qui furent même organisés dans des bataillons scolaires en 1882 – en apprentis soldats. Des années plus tard, ces enfants devenus grands mourraient dans les tranchées de la Première Guerre mondiale, croyant « mourir pour la patrie » alors qu'ils mouraient pour « les industriels », selon la célèbre phrase d'Anatole France.

Comme lorsqu'existait le service militaire, avant 1997, les jeunes sont préparés à être livrés aux officiers d'une armée qu'on leur présente comme défendant le peuple français, mais qui est celle de la bourgeoisie et a pour rôle de sauvegarder ses intérêts dans l'arène mondiale.

Il reste à voir si la jeunesse se laissera ainsi embrigader.

Aline Retesse

Urgences : surchauffe même sans canicule

En 2022, pendant l'été caniculaire, nombre de services d'urgences des hôpitaux avaient dû fermer ou étaient débordés. Un an plus tard rien n'a changé. Presque sans canicule la situation est catastrophique dans nombre d'hôpitaux.



N. CHIGOT FRANCE 3 LIMOUSIN

Départs non remplacés de soignants qui fuient des conditions de travail et un salaire déplorables, fermetures de lits par centaines, fuite de médecins intérimaires, dont la rémunération est plafonnée : faute de personnel et de lits, la crise s'aggrave. Il faut souvent atteindre d'interminables heures aux urgences avant de pouvoir être pris en charge.

Ainsi, au centre hospitalier Nord Deux-Sèvres, qui n'est pour l'heure pas débordé par l'affluence de patients affectés par la canicule, un médecin urgentiste n'hésite pourtant pas à comparer les urgences au Radeau de la Méduse, « où n'importe quel élément imprévu supplémentaire aurait des conséquences dramatiques ». Au centre

hospitalier de Maubeuge, dans le Nord, face au manque criant de médecins, la direction envisage de fermer les urgences les trois derniers week-ends du mois d'août. Ce sera tant pis pour le patient en situation critique qui sera obligé de faire trente minutes de route pour aller jusqu'à Valenciennes. À Cagnes-sur-Mer, dans les Alpes Maritimes, où les chaleurs sont plus fortes, la fréquentation des Urgences de la polyclinique Saint-Jean est en forte hausse, avec près de 110 patients accueillis chaque jour.

Face à cette situation chaotique qui dure depuis des années, Macron avait affiché, en avril dernier, l'objectif de « désengorger les Urgences d'ici la fin 2024 ». Mais avec quels

moyens ? Il n'en avait dit mot. L'ancien ministre de la Santé François Braun, en peine d'idées, avait quant à lui parlé d'un appel préalable au 15 avant toute venue aux urgences. Mais vu le manque de moyens et de personnel du Samu, ce faux remède ne parvient qu'à désengorger Pierre pour engorger Paul.

Été comme hiver, les gouvernements continuent la casse de l'hôpital public, en supprimant des postes, en dégradant les conditions de travail des hospitaliers et la prise en charge des patients, et en plaçant le budget des hôpitaux de plus en plus sous la mainmise de la finance. La seule santé qui intéresse tous ces gouvernants est celle des profits capitalistes.

Chloé Niva

Franchises médicales : les patients devront payer

Dans le projet de budget de la Sécurité sociale pour 2024, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, prévoit de doubler les franchises médicales sur les médicaments et les consultations, prétendant que « la gratuité ou quasi-gratuité des médicaments peuvent conduire à déresponsabiliser les patients ».

En revanche, Le Maire ne commentera pas les super profits des laboratoires pharmaceutiques et leur coût pour la Sécurité sociale. Au contraire, il les arrose de subventions, notamment au nom de la relocalisation de la production pharmaceutique.

La franchise sur les médicaments a été mise en place en 2008, sous Sarkozy, puis maintenue par Hollande. À la charge du patient, elle s'élève à 50 centimes par boîte de médicaments et par acte paramédical, et à deux euros pour les transports sanitaires (quatre euros pour un aller-retour). À cela s'ajoute la participation forfaitaire d'un euro chez le médecin. Ces franchises sont limitées à un plafond annuel de 50 euros par patient mais, multiplié par le

nombre de patients dans une même famille, cela peut représenter un trou important dans le budget et pousser des malades à renoncer aux soins, s'ils n'ont pas les moyens de cotiser à une mutuelle.

Le doublement des franchises et du plafond annuel prévu par Le Maire rapporterait 1,5 milliard d'euros à la Sécurité sociale. Il pèsera lourdement sur le budget des familles, mais cela ne représente qu'une goutte d'eau au regard des profits des entreprises pharmaceutiques, comme Sanofi qui a réalisé 6,7 milliards de bénéfices en 2022 et 3,4 milliards de résultat net au premier semestre de 2023. Mais il n'est pas question pour le gouvernement de leur demander de payer quoi que ce soit.

Hervé Cheylar

Prévention : consultations mirages

Le ministre de la Santé Aurélien Rousseau s'est engagé à mettre en œuvre, dès cet automne, de nouvelles consultations de prévention par tranche d'âge, en commençant par celle des 45-50 ans pour la prévention des maladies chroniques.

Promesse de campagne de Macron, ces consultations, prises en charge à 100 %, ont été votées l'an dernier dans la loi de financement de la Sécurité sociale. En septembre 2022, le ministre précédent, Braun, les avait déjà évoquées par voie de presse. Elles devaient démarrer courant 2023. Depuis le gouvernement se hâte avec lenteur

car, comme tout ce qui peut être utile à la population, le financement n'est pas assuré.

Ces consultations devraient durer de 30 à 45 minutes, le professionnel, médecin, pharmacien ou infirmier, étant rémunéré 30 euros. Et on ne peut pas dire que cela provoque l'enthousiasme. Le principal syndicat de médecins libéraux,

le CSMF, a déclaré qu'à ce tarif, les médecins ne se précipiteront pas. Quant aux pharmaciens, leurs représentants ont prévenu : d'accord pour empocher les 30 euros, mais les consultations ne dureront pas 45 minutes.

Le gouvernement crée un dispositif sur le papier, mais sa concrétisation est problématique dans un système de santé déjà débordé. Rousseau ne précise pas non plus, et pour cause, comment les personnes vivant dans des déserts médicaux vont pouvoir accéder à ces consultations.

Hervé Cheylar

Notre camarade Yves Thoraval

Notre camarade et ami Yves Thoraval est décédé samedi 29 juillet. Il avait 87 ans. Ses obsèques ont eu lieu mercredi 2 août, près de Binic, ville qu'il avait rejointe pour sa retraite de la Snecma - Corbeil en 1992.

Yves a défendu toute sa vie les idées communistes révolutionnaires de notre courant politique, confiant dans la capacité des travailleurs à prendre eux-mêmes en main leurs luttes et à changer la société.

Animateur de la publication de notre bulletin d'entreprise à partir de 1963 à l'usine du boulevard Kellermann, puis à Corbeil, il a été de tous les combats des travailleurs de la Snecma et profondément lié aux combats de sa classe.

Le souvenir de sa détermination dans tous les débats et batailles ouvrières restera une motivation à les poursuivre pour tous ceux qui l'ont connu, pour ceux qui veulent abolir cette société d'exploitation.



Niger : coup d'État et calculs impérialistes

Après le coup d'État militaire du 26 juillet contre le président nigérien Mohamed Bazoun, les pays voisins de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) ont imposé des sanctions économiques et menacé les putschistes d'une intervention militaire.

À l'expiration de l'ultimatum, le 6 juillet, les putschistes dirigés par le général Tiani étaient toujours là, leur popularité semblant renforcée. Les dirigeants de la Cedeao, présidée par le Nigeria, pays anglophone de 220 millions d'habitants aux côtés de pays francophones dont le Sénégal ou la Côte d'Ivoire, annonçaient un sommet le 10 août pour décider de leurs actions.

Derrière la Cedeao, la France, ancienne puissance coloniale, et les États-Unis pour qui le Niger est « le pivot de la stabilité du Sahel », sont à la manœuvre. Sous prétexte d'aider les pays du Sahel à traquer les djihadistes mais surtout pour défendre les intérêts de leurs industriels, comme Orano, ex-Areva, présents dans cette vaste région, ces deux pays disposent d'une base militaire au Niger.

Les troupes françaises, rapatriées au Niger après avoir été chassées du Mali puis du Burkina Faso voisins, sont haïes par la population. Présentes depuis 2013 au Sahel, elles ne sont pas plus capables d'éradiquer les bandes

djihadistes que les armées régionales. Par contre, elles multiplient les bavures vis-à-vis des civils et étalent leur coûteux arsenal militaire dans un pays parmi les plus pauvres du monde. Au Niger, ces troupes ne peuvent que raviver la sinistre mémoire de l'époque coloniale où les massacres et le travail forcé ont marqué les esprits pour des générations.

L'exigence du départ des troupes françaises, formulée par le général Tiani après le putsch, a donc visiblement trouvé du soutien parmi la population, en particulier dans la capitale Niamey. Les putschistes étaient pourtant des piliers de l'appareil d'État présidé par le pro-occidental Mohamed Bazoun, aussi corrompus que leurs homologues dans la région. Tiani était le chef de la garde présidentielle, et des rivalités internes ont pu être la motivation initiale du putsch. Mais en imposant des sanctions qui frappent d'abord les classes populaires et en affirmant que les manifestants hostiles à la France étaient manipulés par Poutine, les dirigeants de



La manifestation du 30 juillet à Niamey.

la Cedeao et leurs parrains occidentaux ont permis aux putschistes d'avoir un soutien populaire.

Le Niger fournit de l'uranium aux centrales nucléaires occidentales mais importe 80 % de son électricité. En coupant ses livraisons, le Nigeria a plongé le Niger dans le noir. La Cedeao a bloqué les transactions bancaires et fermé des frontières par lesquelles transite l'essentiel des échanges. Comme toujours, ces sanctions frappent d'abord les classes populaires qui n'ont aucun moyen de les contourner, ne rejoignent plus les mandats de leurs proches et subissent les pénuries et la flambée des prix engendrées par les sanctions.

Quant aux manifestations contre la présence française, il faut tout le mépris colonial des politiciens français pour y voir la main de Moscou. Si des drapeaux russes sont apparus au Niger, si des mercenaires de Wagner sont effectivement présents au Mali et au Burkina Faso, présenter les putschistes nigériens comme des agents de la Russie est une opération politique. Au moment où les États-Unis et la Russie se font la guerre par l'Ukraine interposée, tous les conflits régionaux tendent à s'exacerber et à prendre leur place dans l'affrontement entre les puissances impérialistes et leurs rivaux russes ou chinois.

En poussant la Cedeao à menacer d'une intervention

militaire, les dirigeants américains et français veulent obliger les dirigeants des pays voisins du Niger à se ranger dans leur camp. Si le président du Nigeria s'est porté à la tête de la coalition, le Sénat de ce pays s'est opposé à l'intervention. Quant au président de l'Algérie Tebboune, il a « *catégoriquement rejeté toute intervention militaire au Niger* ». Tous savent qu'une opération militaire pourrait tourner au carnage et avoir de graves conséquences dans une région ravagée par les bandes armées et où des politiciens exacerbent les divisions ethniques. Mais ce n'est pas cela qui arrête les dirigeants impérialistes.

Xavier Lachau

Les sanctions frappent la population

Les sanctions économiques imposées au Niger par les pays de la Cedeao et les puissances occidentales sont chèrement payées par la population.

Le Nigeria, principal fournisseur d'électricité du Niger, a interrompu des livraisons. Outre les menaces sur les hôpitaux ou les maternités, il devient difficile de s'éclairer ou de recharger un téléphone portable. Un blocus économique a entraîné une explosion des prix sur les marchés. Ainsi le prix d'un bidon d'huile est passé en quelques heures de 22 000 à 33 000 francs CFA ; le sac de riz de 11 000 à 15 000 francs CFA. Le blocage des transactions bancaires frappe la population et alimente la spéculation. De nombreux petits fonctionnaires ne savent pas s'ils vont être payés et les retraits dans

les banques ont été limités à 200 000 francs CFA (environ 200 euros) pour les particuliers.

La fermeture des 1 500 kilomètres de frontière entre le Niger et le Nigeria est un drame pour des millions de personnes. Des populations proches, parlant les mêmes langues et pratiquant depuis toujours un commerce aussi intense que vital, vivent de part et d'autre de cette frontière. L'interruption de ce commerce provoque des pénuries et alimente l'inflation.

En plus d'encourager la Cedeao à prendre ces sanctions, la France a coupé l'aide au développement qu'elle accordait au Niger.

Le 6 août, les habitants du Burkina Faso voisin ont aussi appris qu'ils étaient privés de l'aide française. C'était une punition après que le gouvernement burkinabé s'est déclaré solidaire des putschistes

nigériens contre une éventuelle attaque militaire. Ces aides, d'un montant de 120 millions d'euros l'an dernier pour le Niger, sont certes dérisoires au regard des profits réalisés par les trusts français en

pillant les ressources du pays. Mais leur suppression dans des pays où une grande partie de la population vit dans l'extrême pauvreté, va s'ajouter à toutes les autres sanctions.

Cyril Lebrun



Près du grand marché de Niamey.

Afghanistan : brigands petits et grands

Les 30 et 31 juillet à Doha, au Qatar, une délégation de diplomates américains a rencontré le ministre des Affaires étrangères d'Afghanistan, le mollah Amir Khan Muttaqi, entouré de responsables de la Banque centrale afghane et du ministère des Finances.

Les relations diplomatiques sont toujours gelées avec l'Afghanistan. Le prétexte invoqué par les États-Unis est le sort réservé aux femmes dans ce pays et particulièrement l'interdiction qui leur est faite d'étudier à l'Université, édictée en décembre 2022. Officiellement cette rencontre a d'ailleurs eu lieu pour « dénoncer la répression des droits des femmes en Afghanistan ». Mais une fois cette formalité accomplie, les diplomates américains se sont empressés de distribuer des bons points au gouvernement afghan. Ce dernier en effet a, d'après eux, eu le mérite de juguler l'inflation et d'avoir augmenté les exportations comme les importations. La culture du pavot aurait également, d'après eux, diminué. L'économie se porterait donc mieux.

Le gouvernement afghan a aussi réussi à limiter les attentats terroristes et assure aux États-Unis que leur pays ne sera plus une base arrière du terrorisme contre eux. C'est sans doute ce type d'assurance qui importe le plus aux dirigeants américains.

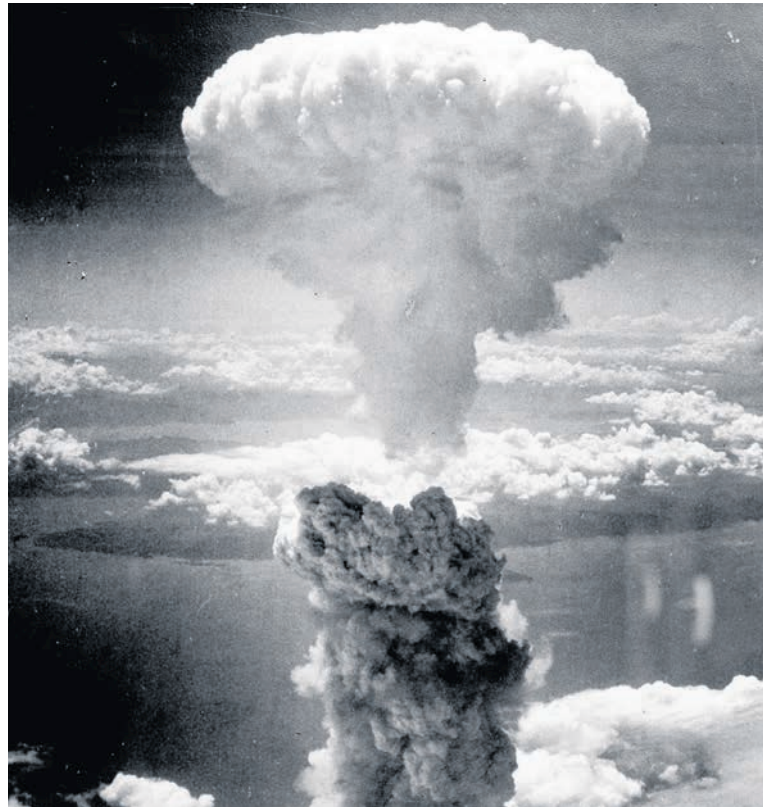
Quant au ministre afghan des Affaires étrangères, il a, lui, évoqué les 7 milliards de dollars qui appartiennent à son pays et sont gelés dans les banques américaines.

Dans ces tractations financières et diplomatiques, le sort des femmes afghanes ne pèse rien pour les uns comme pour les autres. Que les jeunes filles soient obligées de se cacher, la peur au ventre, pour apprendre l'anglais, qu'elles n'aient aucun avenir dans ce pays, qu'elles soient les esclaves des talibans, c'est l'objet d'une protestation bien symbolique et bien hypocrite. Mais en fait cela importe peu aux diplomates américains. Comment s'en étonner ? Leur gouvernement a d'abord armé les milices islamistes en lutte contre l'URSS, puis a permis et financé l'arrivée au pouvoir des talibans en 1996. Il les a ensuite soutenus jusqu'en 2001, et ne les a combattus qu'après les attentats du 11 septembre 2001 parce que ces derniers l'avaient visé. Ce ne sont ni les droits des femmes, qui n'ont jamais été que des alibis pour intervenir, ni les intérêts du peuple afghan, qui subit une dictature brutale et archaïque, qui guident les gouvernements américains et occidentaux. Au fond cette discussion est une discussion entre brigands, des petits et des grands, mais qui se connaissent et se comprennent bien.

Aline Urbain

Août 1945-août 2023 : les leçons d'Hiroshima

Le 6 août 1945, un avion américain larguait une bombe atomique en plein centre de la ville japonaise d'Hiroshima. Trois jours plus tard, le port de Nagasaki était à son tour rayé de la carte. Au moins 150 000 personnes furent tuées, et beaucoup d'autres décédèrent ensuite des conséquences des radiations.



Cet anniversaire a aujourd'hui une résonance particulière, en raison de la sortie d'un film sur la vie de Robert Oppenheimer, ce scientifique qui dirigea le projet de réalisation de la bombe, et surtout avec la campagne actuelle pour préparer les esprits à une guerre « de haute intensité ».

Les dirigeants américains prétendent toujours que ce massacre était le seul moyen

d'obtenir la capitulation du Japon et d'en finir avec la guerre mondiale. Mais en réalité les généraux américains avaient retardé cette capitulation afin de pouvoir expérimenter sur le terrain leur arme de destruction massive. C'était une démonstration destinée, comme les bombardements des mois précédents sur Tokyo ou l'Allemagne militairement vaincue, à terroriser les populations pour

préparer l'après-guerre. Il fallait éviter qu'elles se soulèvent, comme en 1917, pour demander des comptes à ceux qui les avaient entraînés dans cette monstrueuse boucherie. Ceux-là, on allait au contraire les protéger, comme l'empereur du Japon et les criminels de guerre qui l'entouraient, pour les aider à maintenir l'ordre dans les années suivantes. C'était une politique consciente, un avertissement à tous les peuples, mais aussi à destination de l'URSS.

Certains des brillants scientifiques mobilisés pour fabriquer la bombe, dont beaucoup étaient d'origine juive comme Einstein ou Oppenheimer, pensaient aider au combat contre Hitler. Après la capitulation de l'Allemagne en mai 1945, ils essayèrent de s'opposer à l'utilisation de la bombe, et beaucoup furent horribles qu'elle serve de punition collective contre des civils. Certains ont alors réalisé qu'ils avaient été utilisés pour affirmer la domination impérialiste.

Le souvenir de ces bombardements atomiques, comme celui de tant d'autres massacres au nom de la démocratie ou de la civilisation, doit servir de mise en garde contre les maîtres du monde capitaliste d'aujourd'hui, qui cherchent à enrôler les populations derrière leur politique, en prétendant défendre la veuve et l'orphelin contre Poutine ou la dictature chinoise.

Serge Fauveau

Uranium : une richesse pillée

La multinationale française Orano - Areva jusqu'en 2018 - concentre la haine de la population du Niger. Depuis des décennies, elle s'enrichit en exploitant les mines d'uranium et les travailleurs de ce pays, dont beaucoup d'habitants n'ont même pas accès à l'électricité.

Orano est la lointaine héritière du programme nucléaire militaire français lancé dans les années 1950. Elle a été formée à la fin des années 2000, sous le nom d'Areva, pour se recentrer sur l'extraction et la transformation d'uranium destiné aux centrales nucléaires. 40 % de sa

production est aujourd'hui vendue à EDF mais elle commerce avec des dizaines de pays. Elle est la quatrième plus grande société d'enrichissement d'uranium au monde, avec 4,7 milliards de chiffre d'affaires en 2021.

Dès l'origine, les extractions d'uranium se sont faites

dans l'ex-empire colonial français, au Gabon et au Niger, ainsi qu'en Namibie et en République démocratique du Congo. Au Gabon, Orano et ses ancêtres ont fait extraire l'uranium par des travailleurs sans protection. Une fois les filons épuisés, Orano a laissé à la population une ville fantôme, des eaux radioactives et des sols contaminés. Au Niger, dans la mine abandonnée d'Arlit, elle a laissé derrière elle 20 millions de tonnes de boue contaminée.

Aujourd'hui, Orano a diversifié ses sources. Elle

extrait de l'uranium naturel au Canada, au Kazakhstan, en Ouzbékistan et au Niger pour des coûts de production très faibles. Elle en achète à bas prix en Mongolie, en Namibie et dans d'autres pays.

Au Niger, Orano déclare employer 900 travailleurs. Mais si les mines nigériennes ne représentent plus que 15 % de ses apports en uranium naturel, Orano garde la main sur les réserves, en particulier celles d'Imamouren, dont elle retarde l'exploitation mais qu'elle ne veut surtout pas laisser à ses concurrents.

C'est aussi cela les rivalités entre impérialistes.

Cécile Seyrig



Été 1913, la deuxième guerre des Balkans

Il y a 110 ans, le 29 juin 1913, commençait la seconde guerre des Balkans, prélude à la Première Guerre mondiale. Elle venait moins d'un an après la première guerre balkanique qui avait déjà failli embraser l'Europe et opposait cette fois les petites nations balkaniques entre elles.

Les Balkans avaient jusque-là été dominés par les empires ottoman, russe et austro-hongrois. Depuis 1882 existait un royaume de Serbie dirigé par une monarchie arriérée et avide de conquêtes. La Bulgarie avait conquis son indépendance en 1908, après avoir été un satellite de la Russie tsariste. La région était une mosaïque de populations, de religions, d'origines et d'ethnies. Son économie était contrôlée par les puissances impérialistes. Les peuples des Balkans subissaient la domination des puissances régionales, ottomane et austro-hongroise, et l'oppression des classes possédantes.

Les puissances régionales affaiblies

Lors de la première guerre balkanique de 1912, les frontières étaient encore celles établies lors du Congrès de Berlin de 1878 par les grandes puissances, sans tenir compte des souhaits des peuples. La Macédoine bulgare avait été accordée aux Ottomans, l'Empire russe s'était emparé de la Bessarabie roumaine. La Bosnie-Herzégovine, en partie revendiquée par la Serbie, avait été livrée à l'Autriche-Hongrie. Mais les trois empires dominants s'affaiblissaient. La Russie avait été battue par le Japon en 1905. L'Italie

s'était emparée en 1908 de la Libye et de quelques îles, dernières possessions de l'empire ottoman sur l'autre rive méditerranéenne. À mesure que l'impérialisme allemand s'affirmait, l'Autriche-Hongrie devenait une puissance de second ordre et le relais de l'Allemagne dans cette partie orientale de l'Europe.

Les camps de la future Première Guerre mondiale étaient déjà en partie constitués. D'un côté, la triple alliance réunissait l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie. De l'autre, la France et la Grande-Bretagne formaient avec la Russie la triple entente.

De la première guerre balkanique...

La déliquescence de l'Empire ottoman apparut comme une opportunité pour les petits États de la région. Avec l'appui de la Russie et la complicité de la France et de la Grande-Bretagne, la Bulgarie et la Serbie, rejointes ensuite par la Grèce et la Macédoine, s'allièrent pour l'affronter. Au bout de sept mois de conflit meurtrier, l'Empire ottoman capitula en particulier devant les armées serbes. Celles-ci devaient leur efficacité à leurs armements modernes sortis des usines du Creusot et payés par des emprunts auprès des investisseurs français.

Les troupes bulgares, elles, arrivèrent aux portes de Constantinople, aujourd'hui Istanbul et alors capitale de l'Empire ottoman. Cette avancée fulgurante alarma l'Empire russe et ses alliés qui ne voulaient pas d'une grande Bulgarie. Parallèlement, la ville la plus importante de la Macédoine, Salonique, qui faisait partie de l'Empire ottoman, fut emportée par les Bulgares et les Grecs qui la convoitaient.

L'Empire ottoman dut céder quasiment l'ensemble de ses territoires d'Europe, en particulier la Macédoine. Un traité dit de paix fut signé à Londres en mai 1913, par lequel les nouvelles frontières étaient fixées par l'avancée des différentes armées et selon les intérêts contradictoires des différents impérialistes et de leurs alliés régionaux. Sous la pression de la France et de la Grande-Bretagne, l'Albanie devenait un État indépendant, ce qui provoquait le mécontentement des nationalistes serbes car leur État perdait ainsi son accès à la mer.

... à la seconde guerre des Balkans

Le traité de Londres ne mit pas fin à la guerre qui reprit rapidement. Dans la nuit du 29 au 30 juin 1913, la Bulgarie envahit une partie de la Macédoine passée de la domination turque à celle de la Serbie et de la Grèce, qui répondirent à la provocation. La Roumanie déclara à son tour la guerre le 3 juillet et repoussa les troupes bulgares. L'Empire ottoman



Quelle perspective pour les socialistes des Balkans ?

Face à ces deux guerres, les militants socialistes des Balkans défendirent l'idée d'une confédération. Ils étaient conscients que, sans alliance entre eux, les États balkaniques étaient destinés à être démembrés ou transformés en protectorats d'une des grandes puissances.

Rakovsky, dirigeant du Parti social-démocrate roumain, écrivait en

octobre 1912 dans le *Manifeste des socialistes de Turquie et des Balkans*: « À l'idéal sanglant des nationalités de disposer du sort des peuples par la guerre et de marchander leurs droits et leurs territoires, nous répondrons par l'affirmation de la nécessité impérieuse, déjà proclamée à la Conférence inter-balkanique et socialiste de Belgrade de 1909, d'unir étroitement,

sous la forme la plus démocratique, tous les peuples des Balkans et du Proche-Orient, sans distinction de race ou de religion. »

La perspective d'une confédération socialiste des Balkans était bien la seule pouvant permettre que la région se développe sans guerres et sans massacres.

I. R.

en profita pour reconquérir une partie des territoires perdus précédemment. Capitulant le 18 juillet après quelques semaines de combat, la Bulgarie, en rompant ses alliances avec la Grèce et la Serbie, ne put conserver que 16 % de ses conquêtes de la première guerre balkanique. À l'inverse, le Monténégro, la Serbie et la Grèce doublèrent leur territoire. La Macédoine fut partagée en quatre entre la Grèce, la Bulgarie, l'Albanie et la Serbie, au détriment de l'Empire ottoman.

Dans la foulée de ces deux guerres, les ambitions des classes possédantes nationales provoquèrent des massacres de populations, des exactions contre des minorités afin de les pousser à partir et d'unifier ethniquement les territoires conquis. Des centaines de milliers de civils furent les combats, selon leur origine ou leur religion. Les mêmes atrocités furent commises par les différentes armées.

Le traité de paix signé à Bucarest en août 1913 ne résolut à son tour aucune des questions posées. Les bourgeoisies européennes avaient usé de leur influence pour attiser les haines nationales entre peuples slaves, turcs, hongrois... Les deux guerres balkaniques favorisèrent la domination des communautés les plus importantes contre les minorités. Formellement indépendantes, n'ayant réglé aucun de leurs différends territoriaux, les États balkaniques restèrent otages de la politique des impérialistes et dépendaient économiquement des bourgeoisies des grandes puissances.

L'horreur de ces deux guerres préfigurait la violence de la Première Guerre mondiale dans laquelle les grandes puissances impérialistes européennes allaient s'affronter pour maintenir ou agrandir leurs zones d'influence.

Inès Rabah

Inflation : une arme contre les travailleurs

Selon le gouvernement et certains médias, l'inflation serait en baisse. Elle s'établirait à un peu plus de 4 % (contre 5,2 % en 2022) d'après l'Insee. La radio France Info annonce même que le panier de 37 produits du quotidien qu'elle a mis en place en 2021 n'a pas augmenté pour la première fois et retrouve le même niveau qu'en novembre 2022.

Toutes ces déclarations visent à rassurer les travailleurs pour qu'ils acceptent passivement la situation et s'en remettent à l'État pour les protéger. Mais aucune famille populaire ne peut être dupe. Ainsi, le journal *Le Parisien* constatait récemment exactement l'inverse, et rapportait que son propre panier de 31 produits avait encore augmenté entre juillet et août ! Et tous ces « paniers » ne prennent pas en compte l'augmentation de 10 % de l'électricité, les prix de l'essence qui repartent à la hausse etc. Plusieurs économistes expliquent même que les prix vont

certainement réaugmenter à la rentrée, notamment avec le coût plus élevé du pétrole.

De toute façon, baisse ou pas, les prix restent à un haut niveau, d'après le journal *Le Parisien*, son panier a augmenté de 22 % depuis février 2022. Aucun travailleur n'a vu son salaire s'élever d'autant.

Mais surtout, depuis plus d'un an, tous les défenseurs de ce système ont présenté l'inflation comme une calamité, contre laquelle on ne peut pas grand-chose : la faute en serait à la guerre en Ukraine, à la Chine qui exporte moins,

aux perturbations dues au Covid... Toutes ces causes peuvent jouer bien sûr, mais ne sont pas la seule explication à l'inflation, loin de là.

En réalité, ce sont les capitalistes qui en sont en grande partie responsables, en augmentant très largement leurs prix de vente pour maintenir leurs profits malgré l'instabilité et la stagnation économiques. Ainsi, le FMI, un des organismes gérant l'économie, a estimé récemment que 45 % de l'inflation étaient dus ainsi à la volonté des capitalistes d'accroître leurs marges. En juin de cette année, la dirigeante de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde, peu suspecte d'être contre le patronat, estimait, quant à elle, que les bénéfices des entreprises étaient responsables des deux tiers de l'inflation de 2022.

Ainsi, alors que des ministres répètent à longueur



de journée qu'augmenter les salaires ferait exploser l'inflation, c'est en réalité le prétexte de la bourgeoisie

pour camoufler le racket qu'elle exerce et fait payer à toute la société.

Arnaud Vautard

La Poste – Gironde : entrave au droit de grève

Le 13 juillet, le tribunal des prud'hommes de Bordeaux a condamné La Poste pour entrave au droit de grève : celle-ci avait retiré des salaires de postiers non seulement le samedi, où ils étaient en grève sur un préavis de 24 heures, mais aussi le dimanche voire le jour de repos qui suivait cette journée.

À Châteauroux un postier s'est même vu retirer quatre jours de salaire par la direction alors qu'il n'avait fait qu'une seule journée de grève la veille du week-end de la Pentecôte en 2022. Un peu plus d'un an après, La Poste avait d'ailleurs aussi été condamnée pour atteinte au droit de grève par les Prud'hommes de l'Indre, tout comme en

Gironde.

Ces atteintes au droit de grève ont probablement dû se produire dans de nombreux départements. La Poste doit rembourser et devrait même payer des dommages et intérêts, non seulement à ceux qui ont été en justice, mais aussi à tous ceux qui ont été victimes de ce type de vol manifeste.

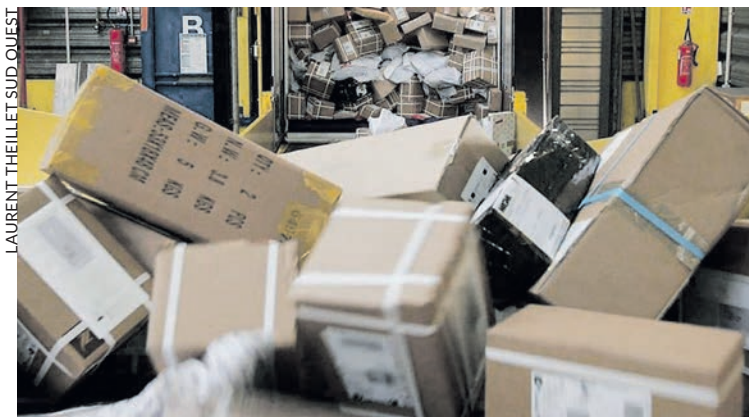
À Bordeaux, entre mars

et avril 2020 en pleine pandémie, treize salariés de l'agence Coliposte de Bordeaux Nord s'étaient mis en droit de retrait en affirmant que leur sécurité n'était plus assurée au vu des graves manquements de la direction du site concernant les mesures de protection liées au Covid (manque de masque, distanciation non respectée...). La Poste avait contesté ce droit en retirant de leur salaire les jours concernés.

Trois ans après, les Prud'hommes viennent de condamner La Poste à verser le salaire qu'elle leur avait volé, affirmant au passage que les mesures sanitaires n'avaient pas été respectées et que le droit de retrait était tout à fait justifié.

Avec ces attaques contre le droit de grève et le droit de retrait, La Poste voudrait décourager les postiers de les utiliser... Elle ne fait que les renforcer dans la conviction que leur force est dans leur travail et dans leur capacité à l'arrêter.

Correspondant LO



Le service des colis, touché par la grève, en novembre 2022.

Pénuries de médicaments : ce que le Sénat ne dit pas

Début juillet, après cinq mois de travail et une cinquantaine d'auditions de responsables de la santé, une commission d'enquête du Sénat livrait ses conclusions quant aux pénuries de médicaments.

Le rapport confirme que les pénuries affectent de plus en plus de médicaments et durent de plus en plus longtemps. Il dénonce la délocalisation de la production de principes actifs en Asie et le recours à la sous-traitance. Il s'émeut du droit de vie ou de mort sur les patients et les patients exercé par les laboratoires. Il s'offusque du non-respect des plans de gestion des pénuries édictés par les gouvernements...

Mais il ne dit pas l'essentiel. Si les pénuries de médicaments sont de plus en plus nombreuses et les ruptures de stocks de plus en plus importantes c'est que le moteur des industriels du médicament comme de tous les capitalistes, est la recherche du profit maximum.

Les grands groupes de la pharmacie ont délocalisé la production des principes actifs et des excipients là où la main-d'œuvre est moins chère,

en Inde ou en Chine. Ils recourent à la sous-traitance comme le font les industriels de l'automobile pour la production de leurs composants.

Un unique objectif préside à la production des spécialités pharmaceutiques : ce qu'elles rapportent à la vente. Certaines disparaissent du marché parce que le laboratoire qui les commercialise estime que leur rapport est insuffisant. D'autres sont envoyées pour leur commercialisation vers d'autres pays parce qu'elles y sont vendues plus cher. Toutes sont produites à flux tendu parce que, pour un capitaliste, il serait être fou de laisser des médicaments attendre dans des stocks où leur valeur serait immobilisée. Quant à la santé des patientes et des patients elle ne fait vraiment pas partie de leurs préoccupations.

Sophie Gargan

Emmaüs – Saint-André-lez-Lille : plus d'un mois de grève

Depuis le 4 juillet, les travailleurs sans papiers de la halte Saint-Jean d'Emmaüs à Saint-André-lez-Lille sont en grève.

Ces 21 grévistes, soutenus par le comité 59 des sans-papiers et la CGT, dénoncent des conditions d'exploitation proches de l'esclavage. Ainsi témoigne une travailleuse : « À mon arrivée il y a cinq ans, j'étais enceinte et déjà mère d'un enfant de 2 ans, Emmaüs nous a expliqué que si nous voulions garder notre logement, pour mon mari et moi, il fallait que nous travaillions quelles que soient les conditions et qu'il n'y aurait pas d'aménagement de travail possible dans ma situation. Il fallait donc que je fasse mes ménages avec mon bébé

attaché dans le dos et enceinte, jusqu'au jour même de mon accouchement. »

Ces travailleurs refusent le terme de bénévoles alors qu'ils travaillent 40 heures par semaine soit 160 heures par mois pour 150 euros ! et ils dénoncent le discours d'Emmaüs comme mensonger : « Ce n'est pas vrai, il ne nous offre pas le gîte et le couvert. Nous devons payer pour tout, nous avons des prélèvements pour payer les charges d'électricité et de chauffage. Pour la nourriture, on doit payer 1,50 euro par jour alors que souvent nous n'avons accès qu'à

des produits alimentaires qui dépassent les dates de péremption. »

En magasin, la direction impose des quotas de vente obligatoire à atteindre sous peine de sanctions financières. Après cinq ans de travail et de promesses, loin d'avoir une régularisation, des travailleurs sont sous la menace d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF). Outre leurs conditions d'exploitation, ils se plaignent des brimades, des humiliations quotidiennes teintées de racisme, avec par exemple la fouille régulière des appartements par la direction.

Tout cela a fini par provoquer la révolte et une



grève illimitée. Déterminés, les travailleurs revendiquent le paiement de leurs arriérés de salaires, leur régularisation immédiate, mais aussi la démission et la mise en accusation de la directrice et du président de la communauté de la Halte, pour traite d'êtres humains. Martin Hirsch, ex-président d'Emmaüs et

Commissaire aux solidarités actives sous Sarkozy, avait alors fait passer une loi faisant des compagnons des travailleurs sans droit et sans statut. Les grévistes, eux, veulent être reconnus comme des travailleurs salariés à part entière. Leur lutte continue et mérite un plein soutien.

Christian Chavaux

Aéroport d'Orly : grande pagaille côté bagages

Judi 4 août, une panne informatique au terminal Orly 4 a bloqué le système de convoyage des bagages, et par là même 10 000 passagers de l'aéroport, pendant plusieurs heures.



Sur le parvis de l'entrée du terminal Orly 4.

Déjà, le 24 juillet, une panne similaire avait eu lieu à Orly 3, qui n'avait duré qu'une heure et demie. À chaque fois, l'origine semblait grave et inconnue mais en principe, en relançant le programme informatique, tout est censé repartir. Mais jeudi 4 août, cela n'a pas fonctionné ! Le constructeur est finalement venu remettre le système en marche, la maintenance ordinaire n'y pouvant rien.

Les petits bras des compagnies aériennes ont donc dû, une fois de plus, avoir recours au système D et se débrouiller avec les passagers. Certains ont attendu jusqu'à trois heures dans leur avion, espérant que leurs bagages ou leur chien allaient finir par rejoindre la soute. Finalement, ils sont partis sans bagages et sans chien pour que les rotations des avions se fassent quand même. Arrivés à destina-

tion, ils ont attendu les vols suivants dans l'espoir d'y voir arriver leurs bagages. D'autres passagers ont été dérouterés vers des aérogares d'Orly ou de Roissy.

C'est la première fois que l'on voit les mesures de sûreté non respectées dans un aéroport. Des milliers de bagages ont été déplacés toute la journée ou sont restés stockés en zone publique en attendant que l'informatique d'Orly 4 redémarré et que le système de tri en sous-sol soit de nouveau accessible. C'est là que des tomographe sont installés pour détecter une éventuelle présence de produits explosifs. S'il y a le moindre doute, celui-ci doit être levé « en présence du propriétaire » du bagage suspect... qui pouvait déjà être à l'autre bout du monde !

Le ministre délégué aux Transport, Clément Beaune, s'est indigné à propos de cette panne : « Ce qui se passe à Orly n'est pas acceptable, on ne peut pas avoir des problèmes de tri. » On voudrait bien l'y voir, alors que tout le personnel se met en quatre pour tenter de pallier les conséquences du problème. Et qu'attend-il pour venir lui-même expliquer quoi faire aux informaticiens ?

Correspondant LO

CHRU de Tours : à l'hôpital Clocheville, ça craque de partout

Judi 3 août, environ 25 salariées du Service de réanimation pédiatrique de l'hôpital pour enfants de Clocheville, à Tours, se sont rassemblées dans la cour de l'établissement pour dénoncer les conditions de plus en plus dégradées dans lesquelles on les oblige à travailler.

Ces conditions empêchent d'assurer en toute sécurité, de jour comme de nuit, les soins des enfants hospitalisés. Le manque d'effectif sévit depuis des décennies, l'administration privilégiant la recherche systématique d'économies au détriment des salariés et des enfants malades. Mais

cela ne fait que s'aggraver.

Les rappels sur les repos pour venir combler le manque de personnel sont systématiques.

Et les nouveaux agents qui viennent d'arriver sont bien loin de compenser les arrêts maladie et les départs, et surtout ils ne bénéficient pas de la formation spécifique que nécessite un service de réanimation.

C'est tout cela que les participants à l'assemblée ont tenu à dénoncer publiquement. À l'unanimité des présents, ils se sont déclarés en grève en la votant à main levée.

Correspondant LO



Gare de Marseille-Saint-Charles : en grève pour être payés !

Débutée mardi 1^{er} août à Marseille, la grève des agents du nettoyage de la gare Saint-Charles continue. La raison en est que leur employeur, Laser Propreté, n'a pas encore versé le salaire de juin d'une dizaine de salariés. Depuis plusieurs mois personne n'a reçu de bulletin de salaire.

Comme l'a expliqué un gréviste au journaliste de *La Marseillaise* : « Au mois dernier, j'ai été payé mais pas en totalité. On a dû insister plusieurs fois pour que je reçoive le reste, ils m'ont fait galérer pendant quinze jours. »

Certains salariés de la direction, les mieux payés de l'entreprise, se sont mis en arrêt maladie quelque

temps pour que leur salaire soit payé par la Sécurité sociale, ce qui ne les empêche pas d'envoyer des courriers menaçants aux agents du nettoyage. En quelques mois, une trentaine de salariés ont été licenciés.

Malgré les accords signés en juin à la fin d'un premier conflit, les conditions de travail sont catastrophiques. Il arrive même

que ce soit les salariés qui achètent les sacs-poubelles. Lundi 7 août, la grève a gagné les agents de nettoyage du métro, à qui la direction avait enjoint d'aller travailler dans la gare SNCF.

La grève, soutenue par les syndicats Sud Solidaires et CAT (Confédération autonome du travail), va sans doute s'étendre au tramway et au GPM (Grand Port Maritime de Marseille-Fos). L'entreprise Laser-Propreté, afin d'être retenue par ces donneurs d'ordres, offre ses services à bas coût, mais ce serait aux travailleurs d'en faire



ST-CHARLES : LES AGENTS POURSUIVENT LA GREVE



les frais ! Ils refusent de se laisser faire et sont tous en grève, chefs d'équipe compris. Leur piquet est présent en continu sur le quai A de la gare Saint-Charles. Les

ordures, qui débordent des poubelles de la gare et incommode les voyageurs, sont à l'image de la politique patronale.

Correspondant LO

Port de Bordeaux : l'exploitation tue

Au port de Bordeaux, vendredi 4 août, cinq ouvriers étaient transportés à l'hôpital en urgence absolue après une chute d'une dizaine de mètres de haut depuis leur nacelle élévatrice dont le plateau s'était décroché. Lundi 6 août, l'un d'entre eux est mort.

En 2021, 645 travailleurs sont morts d'un accident lié à leur activité, c'est-à-dire pratiquement un mort tous les deux jours. Chaque semaine, douze salariés passent

donc de vie à trépas à cause de l'exploitation.

Ces chiffres terribles montrent aussi que les plus touchés sont les travailleurs qui accomplissent les travaux les plus durs, ceux

qui découvrent leur poste de travail, notamment les intérimaires.

À Bordeaux, une enquête a été ouverte pour homicide involontaire et blessures involontaires. Pudiquement, la procureure précise : « Les investigations devront déterminer le statut de ces salariés dont nous n'avons pas encore toutes les identités. » Avant d'ajouter « Il appartiendra à l'enquête de vérifier que

les ouvriers travaillaient dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité. »

Les cinq ouvriers œuvraient à la rénovation d'un hangar du port. Le chantier était confié à l'entreprise Castel & Fromaget qui se présente comme « le premier constructeur de bâtiments métalliques en France » et appartient au groupe Fayat « premier groupe français indépendant de construction,

leader mondial du matériel routier. » Quant au mort et à ses quatre camarades, des ouvriers russes, ils travaillaient pour... un sous-traitant de Castel et Fromaget du groupe Fayat. Deux groupes qui s'affirment premiers dans leur domaine, mais ne le sont certainement pas en matière de sécurité du travail sur leurs chantiers, au mépris de la vie des ouvriers.

Sophie Gargan

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal août 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

“Jour du dépassement de la Terre” : c'est le capitalisme qui est dépassé !

Cette année, le « jour du dépassement de la Terre » a été atteint mercredi 2 août : c'est la date symbolique où l'humanité aurait consommé l'ensemble des ressources que la planète peut générer en une année... Cela a fourni une nouvelle occasion de faire la leçon aux mangeurs de viande et autres utilisateurs de voitures individuelles.

Ce fameux « jour du dépassement » est élaboré chaque année par une ONG écologiste, Global Footprint Network, à partir de différents critères, comme les surfaces consacrées aux productions alimentaires et aux activités humaines, ou bien les surfaces forestières nécessaires à l'absorption du dioxyde de carbone émis par ces activités. Bien que présenté comme très précis, car intégrant des millions de données scientifiques à travers le monde, ce calcul est arbitraire. Il ne tient pas compte par exemple de la manière dont les surfaces agricoles sont exploitées, à l'aire ou à l'aide de tracteurs ultrasophistiqués, ou n'intègre pas la production d'énergie nucléaire.

Il a en tout cas le mérite d'alerter sur l'utilisation des ressources de la planète, et permet de comparer les pays entre eux, car chacun a son propre « jour du dépassement » : la France, parmi les mauvais élèves, l'atteint dès le 5 mai. Tous les médias relaient complaisamment l'idée qu'il faudrait ainsi 2,9 Terres pour subvenir aux besoins de l'humanité si tout le monde vivait comme la population française. Et de reprocher au citoyen lambda ses modes d'alimentation, de déplacement ou de

chauffage, qui seraient trop consommateurs d'énergie ou émetteurs de dioxyde de carbone.

Mais qui devrait faire preuve de responsabilité ? Qui est vraiment à l'origine de la situation ? L'exploitation des énergies fossiles est dominée par quelques grandes multinationales, TotalEnergies, BP, Exxon-Mobil, Shell..., qui ont fait plus de 180 milliards de dollars de bénéfices cumulés en 2022. Jamais le pétrole et le gaz n'ont rapporté autant, alors que les énergies renouvelables sont, elles, moins rentables.

Pour tous ces capitalistes du secteur énergétique, il n'y a que le profit qui compte. Et après des années de stagnation, voire de recul, les investissements dans l'exploration et l'exploitation pétrolière ont augmenté de 13% en 2022, les compagnies reprenant notamment des projets mis en sommeil. Les cours en Bourse des entreprises du pétrole et du gaz ont aussi connu une progression spectaculaire, les investisseurs ne voulant pas perdre une occasion de faire de bonnes affaires.

Même la production de charbon a le vent en poupe, avec près de 40% encore de l'électricité mondiale



produite à partir du charbon en 2022, et de nouveaux projets miniers en cours de développement, essentiellement en Australie, en Russie et en Afrique du Sud, mais aussi en Allemagne et en Grande-Bretagne.

Une course au profit similaire, ne tenant aucun compte des ressources de la planète, dévoie tout autant la production alimentaire et les autres secteurs de l'économie, sans parler du gâchis de la production

d'armement. Les alarmes lancées par les ONG, les conférences mondiales sur le réchauffement climatique peuvent bien se succéder, ce sont au bout du compte les grandes entreprises capitalistes qui commandent et qui décident, en fonction de leurs seuls intérêts. Pour que l'humanité ait enfin la possibilité de gérer réellement les ressources de la Terre, il faut la débarrasser de leur emprise.

Valérie Fontaine



Dans nos bulletins d'entreprise

Mahaut la guigne

Cet été, c'est encore pire que d'habitude, les infirmières multiplient les journées en étant moins nombreuses que l'effectif minimum.

Être seule pour prendre en soins 60 personnes âgées c'est inhumain pour les résidents comme pour les soignants. Cela n'empêche pas la direction de continuer à faire des entrées à chaque fois qu'une chambre se libère. L'important pour elle c'est de remplir le tiroir-caisse !

C.H.Tourcoing

Cherchez l'erreur

Pour combler le manque d'effectif, la direction fait revenir des retraités au boulot. Pas d'embauche pour les jeunes, et du travail jusqu'à la mort pour les vieux : leur monde marche sur la tête.

SNCF Gare de Perrache

Elle doit battre en retraite

Avec la dernière réforme des retraites, la direction rappelle ceux d'entre nous partis par anticipation avec leur compte épargne temps.

Son intention serait-elle de les rappeler pour qu'ils reviennent à la production ?

Nos camarades partis par mesure d'âge, ont bien mérité leur repos.

Alors s'il manque un trimestre ou deux, que la direction paye ! Elle en a largement les moyens.

LU Cestas



Lutte ouvrière à votre rencontre

Les militants de Lutte ouvrière poursuivent leurs caravanes d'été jusqu'à la fin du mois d'août. Voici les prochaines étapes :

Aisne – Somme

Jeudi 10 août :
Villers-Cotterêts
Vendredi 11 août :
Chauny/Péronne
Samedi 12 août : Laon

Provence – Gard

Jeudi 10 août : Alès
Vendredi 11 août : Nîmes
Samedi 12 août : Arles

Région du Havre

Jeudi 10 août : Fécamp
Vendredi 11 août : Bolbec
Samedi 12 août : Le Havre

Limousin

Lundi 14 août :
Périgueux
Mardi 15 août : Brive
Mercredi 16 août :
Brive/Périgueux
Jeudi 17 août : Limoges
Vendredi 18 août :
Châteauroux/
Buzançais
Samedi 19 août :
Châteauroux

Poitou-Centre

Lundi 14 août : Poitiers
Mardi 15 août : Poitiers

Mercredi 16 août :
Châtelleraut
Jeudi 17 août : Amboise
Vendredi 18 août :
Vendôme
Samedi 19 août : Blois

Pyrénées

Lundi 14 août :
Saint-Jean-de-Luz
Mardi 15 août :
Saint-Jean-de-Luz
Mercredi 16 août : Pau
Jeudi 17 août : Tarbes
Vendredi 18 août : Pau
Samedi 19 août : Tarbes

